



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



© Photographie de Nadjib Bouznad - Association de sauvegarde et promotion de l'enfance (ASPE) - Khenchela, Algérie
juillet 2019

RAPPORT ANNUEL 2019

Rapport moral
Rapport d'activité
Rapport financier



NOS PARTENAIRES EN 2019

	Agence Française de Développement
	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
	Commission européenne
	Biocoop
	Enseignement agricole
	Fondation Daniel & Nina Carasso
	Fondation des Droits de l'Homme au Travail
	Fondation de France
	Fondation JM Bruneau
	Fondation Léa Nature
	Fondation Groupe RATP
	Seed Foundation
	Triballat Noyal
	1% pour la planète

SOMMAIRE

NOS PARTENAIRES EN 2019	3
RAPPORT MORAL	5
RAPPORT D'ACTIVITÉ	9
1. UNE PLATEFORME POUR ÉCHANGER ET AGIR	11
Trois métiers pour la solidarité	12
Vie associative	13
2. POUR UNE AGRICULTURE ET UNE ALIMENTATION DURABLES ET SOLIDAIRES	15
Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)	16
ALIMENTERRE	18
Le site alimenterre.org	20
Plaidoyer : pour des politiques européennes cohérentes avec le développement des agricultures familiales du Sud	21
3. COOPÉRER AUTREMENT	23
Coopérer autrement en acteurs de changement	24
Programme Concerté Pluri acteurs Jousour (Algérie)	25
Programme Concerté Pluri acteurs Congo	27
RAPPORT FINANCIER	29
Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI	30
Les emplois et les ressources de l'exercice 2019	30
Le bilan du CFSI	33
ANNEXES	35
Liste des projets sélectionnés et suivis en 2019	36
Liste des projets pluriannuels suivis en 2019	39
Instances associatives	44
L'équipe salariée au 15 septembre 2020	46
Glossaire	47

RAPPORT MORAL

Les jours passés dans la crise engendrée par le coronavirus effacent les événements clés des mois passés. Pourtant 2019 nous en a fait vivre quelques-uns, certes moins déstabilisants que ceux de cette année 2020. Certains manifestent le recul des solidarités, mais d'autres témoignent de sa vitalité !

En Europe, le Brexit reste une menace, alors que les **élections européennes** ont porté de nouvelles personnalités aux responsabilités. Mais porteront-elles une ouverture au monde et tout particulièrement à l'Afrique ?

Souvenons-nous des crises sociales de 2019 - effacées aujourd'hui par la crise sanitaire - à Hong Kong, au Chili, au Liban, en Algérie avec le mouvement du Hirak et en France avec les grèves dans les transports publics et les « Gilets jaunes ». L'équilibre des pouvoirs qui fonde la démocratie recule dans plusieurs pays et non des moindres, y compris en Europe !

Les enjeux du **climat** sont de plus en plus évidents (incendies en Australie et en Amazonie, records de température...), mais encore trop de dirigeants ne veulent pas croire ce qu'ils savent pourtant.

La politique « America first » sape ce qui a pu être acquis à travers le multilatéralisme. On voit l'ampleur des enjeux électoraux de 2020 dans ce pays... Le Moyen Orient, l'Iran, la Syrie tout particulièrement, mais aussi la Lybie et certains pays d'Amérique latine subissent les graves conséquences des volontés de la Maison Blanche.

L'Afrique est loin d'être immobile. Plusieurs chefs d'État ont été élus (Madagascar, Mauritanie, Algérie...) ou réélus (Sénégal, Nigéria...), au Soudan, un accord a été passé entre le Conseil militaire et les Forces de la Liberté et du changement... La décision d'adopter une monnaie commune, l'Eco entre les 15 pays de la CEDEAO (dont 7 ont le Franc CFA) est un pas vers plus d'intégration dans le sous-continent.

Mais tous les mois nous avons appris que des attaques de villages au Sahel ont été perpétrées. Et que des migrants sont morts dans la traversée vers l'Europe, ou contre les grillages qui l'entourent.

« Plutôt que de cérémonies, les peuples colonisés ont besoin d'une transformation radicale de leurs structures politiques, économiques, sociales et mentales ; les descendants des colonisateurs d'un véritable récit, pas d'une mythologie incomplète. C'est le rapport au monde qui doit changer. »¹

1/ Regardons l'itinéraire du CFSI dans cette année 2019

D'abord notons que les trois grands chantiers liés à nos programmes avancent bien.

Le programme Terres Nourricières avec ses trois volets (Pafao, Plaidoyer, ALIMENTERRE) a franchi une étape en 2019, puisqu'il est arrivé à la fin de sa phase 2 et que le dossier de la phase 3 a été déposé à l'Agence Française de Développement (mais son instruction a été retardée en 2020).

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) a été marqué par ses 10 ans avec la réunion internationale en février avec nos partenaires africains et européens et la diffusion de la publication *Les batailles du consommateur local en Afrique de l'Ouest* qui fait suite à celle de 2014 *Nourrir les Villes : défi de l'agriculture familiale*. 70 participants et jusqu'à 200 en conclusion à AgroParisTech.

Le plaidoyer s'est centré sur le suivi de l'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) et sur

¹ Achille MBEMBE, postface de l'ouvrage *Décolonisations françaises. La chute d'un Empire*

l'impact du commerce du lait européen sur la sécurité alimentaire et les revenus des paysans en Afrique de l'Ouest, avec une réunion des parties prenantes impliquées en novembre.

ALIMENTERRE est une concrétisation du savoir-faire du CFSI dans la mise en réseau autour d'enjeux partagés entre ici et là-bas. 1 400 événements pour près de 72 500 spectateurs, 95 % des séances en France et des projections dans 11 autres pays d'Afrique, de Belgique et du Canada. Dans les trois quarts des événements ont été abordés à la fois les enjeux nationaux et internationaux.

Le programme Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) est entré dans sa seconde phase après la réunion de lancement en février et la sélection de 9 initiatives pilotes en juillet. Celles-ci montrent bien la difficulté de coopérer de territoire à territoire. Cela provient à la fois :

- du positionnement des OSC qui n'ont que peu de partenaires, collectivités et entreprises en Europe, prêtes à s'engager en coopération ;
- du temps qu'il faudrait pour faire mûrir des partenariats, alors que notre cadre financier de travail impose de construire des dynamiques de coopération limitées à deux ou trois ans.

S'ajoute la difficulté de trouver des fonds pour financer l'ancrage en France.

Des deux PCPA, celui du **Congo** poursuit sa route. En 2019 il a démarré la première année du dernier triennal.

Joussour vit ses derniers mois en tant que PCPA et a mandaté un groupe « Joussour avenir » pour définir le futur de l'organisation propre à la structure de la société civile algérienne, ainsi que la forme que doit prendre l'appui à la coopération entre les sociétés civiles des deux rives. Ce futur doit se construire dans un contexte spécifique algérien en évolution rapide.

Les instances du CFSI ont fonctionné normalement, avec 3 bureaux, 4 conseils de direction (le cinquième en décembre a dû être annulé pour cause de grève des transports et reporté en février) et une assemblée générale.

Le conseil de direction de février a commencé à aborder l'organisation des **60 ans du CFSI**. Comme d'autres l'ont fait, l'idée est d'organiser une série de rencontres mobilisant nos membres et partenaires à partir de juillet 2020 jusqu'à un événement dédié autour de l'été 2021. Cette ligne pourrait être perturbée par les crises de 2020...

L'assemblée générale de fin juin a souligné le besoin de situer le CFSI dans la durée, au-delà des programmes en cours, qui certes assurent notre activité jusqu'en 2023. Mais *quid* de la suite ? Quels nouveaux enjeux, quelles nouvelles méthodes, quelle évolution des points d'application des métiers du CFSI ?

Plusieurs réunions sur des sujets spécifiques ont été tenues : citons celle du groupe de travail sur l'économique et le social avec Xavier Roussinet, qui concluait plusieurs réflexions engagées dans le cadre du CAAC 1. Un projet de note qui propose une **feuille de route avec le secteur marchand** en est résulté, débattu par le conseil de direction du 30 septembre. Elle devait être reprise dans le cours des débats associés aux 60 ans du CFSI.

Les financements de nos activités ont été globalement assurés. Les donateurs ont continué à nous apporter leur soutien avec une très légère diminution. L'effort de fidélisation est à poursuivre et les campagnes de recherche de nouveaux donateurs ont permis de recruter 1 500 donateurs.

2/ Les activités du président du CFSI ne se limitent pas à veiller à ce que les réunions qu'il préside se terminent bien à l'heure prévue !

Les **rencontres avec les membres** de notre plateforme ont été nombreuses : à l'occasion d'une mission en Guinée, aux assemblées générales du Gret, de Guinée 44 et aux 25 ans du F3E. L'année 2019 nous a rapprochés de CUF avec sa nouvelle directrice, avec la participation au groupe Algérie de CUF et aux journées internationales, en juillet à La Villette.

J'ai été aussi impliqué cette année encore dans le réseau d'une quarantaine d'associations d'Antony qui porte le Festisol dans cette commune. Plusieurs manifestations ont été organisées, dont la projection de deux films **ALIMENTERRE**.

3/ En conclusion, je constate que dans les crises, la vitalité des sociétés civiles se confirme, ici et là-bas au service des enjeux locaux et planétaires. Elles affrontent des forces contraires puissantes, politiques ou économiques. Notre plateforme a montré la place qu'elle y joue, tirant parti de nos différences, apte à porter des programmes innovants, regroupant une diversité d'acteurs...

Soyons à l'écoute de ces dynamiques, agissons ensemble pour plus de solidarité !

Yves Le Bars

Président du CFSI

Septembre 2020

RAPPORT D'ACTIVITÉ



////////// Une plateforme pour échanger et agir //////////

Le CFSI se veut et se vit comme une plateforme de solidarité internationale. Ses membres agissent à l'international via des coopérations interassociatives, décentralisées ou intersyndicales.

Le CFSI met au service de ses membres des ressources humaines et financières. L'objectif est de **co-construire et d'accompagner des initiatives de solidarité internationale** et des innovations. **Il anime les échanges** et transforme les pratiques en savoirs partagés. Le **CFSI suscite la création de réseaux** à même de porter des programmes qui resteraient inatteignables pour une organisation isolée.

Le CFSI place **les ODD au cœur de ses engagements**, qui se concrétisent par des actions visant à :

- promouvoir le socle des droits ;
- agir pour des transitions économiques, sociales et environnementales ;
- coopérer sur des enjeux partagés entre territoires ;
- construire la démocratie par des mises en réseaux pluri acteurs ;
- favoriser les innovations et le changement d'échelle.

Trois métiers pour la solidarité

L'équipe du CFSI est mobilisée autour de trois métiers :

- **Elle anime des réseaux d'échanges et des espaces collectifs** avec ses membres et avec des organisations partenaires ou des alliés. Ces espaces concernent une entrée thématique à travers ALIMENTERRE qui mobilise une diversité d'associations en France mais aussi à l'international, les activités de plaidoyer et des entrées géographiques avec les programmes concertés pluri acteurs (PCPA) en Algérie et au Congo.
- Grâce au soutien financier de ses donateurs, de bailleurs publics et privés, **elle accompagne des initiatives** menées par ses membres pour coopérer autrement. Elle mobilise également des partenaires dans les programmes réalisés avec d'autres organisations, comme les PCPA ou le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) avec la Fondation de France.
- **Elle produit et diffuse des connaissances issues** des programmes du CFSI et des expériences de ses membres et de leurs partenaires pour sensibiliser d'autres réseaux, des non-convaincus et interpeller les décideurs politiques et économiques.

CHIFFRES CLÉS 2019

Une plateforme associative de 24 membres animée par leurs représentants, des bénévoles et une équipe de 11 salariés

592 organisations partenaires à l'international

Plus de 300 000 productrices et producteurs accompagnés depuis 2009

2 820 acteurs engagés dans ALIMENTERRE

72 500 spectateurs pour le festival de films ALIMENTERRE

185 000 internautes ont visité nos deux sites cfsi.asso.fr et alimenterre.org

Vie associative

Les organisations membres impliquées dans la gouvernance de l'association

Fin 2019, le CFSI rassemble 24 organisations françaises impliquées dans la solidarité internationale. Ses membres se sont régulièrement impliqués dans les travaux de l'association. Le bureau a validé à distance les propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives. Il a assuré la préparation des réunions du conseil de direction, qui s'est réuni quatre fois.

THÈMES MAJEURS DE DISCUSSION DU CONSEIL DE DIRECTION	
Février 2019	Renouvellement de l'agrément du Don en confiance – cartographique des risques et contrôle interne Appartenance du CFSI à des espaces collectifs Première discussion sur les 60 ans du CFSI
Avril 2019	ALIMENTERRE : bilan et perspectives PCPA Joussour : bilan et perspectives Préparation de l'assemblée générale
Juin 2019	Arrêté des comptes 2018 et budget 2019 Préparation de l'assemblée générale Validation du plan de collecte
Septembre 2019	Élection du bureau Plaidoyer CAAC Positionnement sur le CFSI et le secteur marchand

La vie associative se concrétise également par la participation de l'équipe salariée à des réunions de membres où ils partagent les travaux réalisés.

Les membres s'impliquent dans les **comités d'orientation des programmes** qui proposent et suivent les orientations pour qu'ils répondent davantage aux enjeux agricoles et alimentaires et à la lutte contre les inégalités.

Un comité stratégique composé de trois membres du conseil de direction suit le programme CAAC. Un comité d'orientation stratégique conjoint CFSI / Fondation de France suit le programme Pafao. Des groupes de travail plus ponctuels se réunissent sur des sujets précis comme par exemple pour la préparation de l'assemblée générale.

À ces espaces s'ajoutent **les comités de pilotage des PCPA en Algérie et en République du Congo** où le CFSI intervient comme ONG garante aux côtés des membres de ces programmes. Pour finir, des comités consultatifs mobilisent des membres du CFSI et des personnes externes nommées par le conseil de direction. Ils étudient les projets et proposent une sélection qui est validée par le bureau.

Le CFSI, investi dans les espaces collectifs

Le CFSI est adhérent direct de Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Il est membre de son conseil d'administration. Il co-anime le groupe de travail « financements publics français AFD » et participe à la commission agriculture et alimentation. Le CFSI est membre du comité de pilotage du Festisol et de son groupe communication. Il est membre d'Alliss, du Don en confiance, du F3E et de la Plateforme pour une autre PAC.

Il s'implique dans des travaux collectifs. Au premier semestre 2019, il a poursuivi sa participation aux travaux du Rameau sur les alliances comme troisième pilier du modèle socio-économique. Il poursuit des échanges avec le Comité 21 sur l'appropriation des ODD par les acteurs non étatiques et avec la Fonda pour faire connaître les travaux du programme CAAC.

PROGRAMME PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE AFRIQUE DE L'OUEST PAFAO

Consommer local
pour une rémunération juste
des paysannes et des paysans,
une alimentation saine
et durable pour toutes et tous.

/// Pour une agriculture et une alimentation durables et solidaires ///

Plus de 815 millions de personnes dans le monde, soit une personne sur neuf, principalement des ruraux, souffrent de la faim. Inégalités et pauvreté sont à l'origine de la faim et de la malnutrition. Le système alimentaire mondial reste inéquitable et engendre une concurrence qui exclut les plus faibles, les femmes et les jeunes. Face à ces constats, le CFSI s'engage en faveur de **systèmes agricoles et alimentaires durables et solidaires** qui favorisent le consommer local.

Les engagements du CFSI sont de trois ordres :

- soutenir l'**innovation paysanne, locale et durable** à l'exemple du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » ;
- **sensibiliser** les opinions publiques sur les enjeux agricoles et alimentaires à travers ALIMENTERRE ;
- plaider pour une **cohérence des politiques européennes et françaises avec les politiques de développement** pour le respect de la sécurité et de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation.

Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)

22 projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets général en 2019

La question de l'accès des produits locaux aux marchés de masse est complexe. C'est pourquoi, comme en 2018, l'appel conjoint Fondation de France / CFSI a ciblé exclusivement les innovations spécifiques qui cherchent à connecter l'agriculture familiale à un nombre important de consommateurs des catégories moyennes et pauvres, voire très pauvres, ainsi qu'aux marchés institutionnels, ou à impliquer les consommateurs ouest-africains dans un cheminement vers la consommation massive de produits locaux sains. 12 dossiers, sur 96 reçus, ont été retenus et 10 autres ont été placés sur liste d'attente.

Les temps forts de l'année

Février 2019 - Séminaire « Consommer local : l'avenir de l'alimentation en Afrique de l'Ouest ? »

Ce séminaire, co-organisé avec le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) et AgroParisTech, s'est tenu fin février 2019 à Paris. Il visait à faire un état des lieux des dynamiques du consommer local en Afrique de l'Ouest et à construire, avec l'ensemble des acteurs de la transformation des systèmes agricoles et alimentaires, les stratégies de changement d'échelle de la consommation des produits locaux. Il a donné la parole à des représentants du Roppa ainsi qu'à une trentaine d'organisations ouest-africaines, à 12 organisations membres du CFSI, à près de 60 autres organisations partenaires, françaises ou européennes, à des personnes-ressources et à des représentants d'institutions.

Le séminaire s'est clos sur un événement public auquel, outre la majorité des participants du séminaire, ont assisté plus de 130 personnes (représentant près de 70 organisations distinctes). La Fondation de France a labellisé cet événement comme l'un de ceux célébrant les 50 ans de sa création. Ce fut l'occasion du lancement de la publication *Les batailles du consommer local en Afrique de l'Ouest*. La version numérique des actes est disponible en ligne².

Décembre 2019 - Bilan du dispositif Coup de pouce à la construction de stratégies de changement d'échelle

Entre 2015 et 2017, 23 Coups de pouce ont financé la construction de stratégie de 20 dynamiques portant sur le changement d'échelle d'un modèle économique de mise en marché de produits locaux et/ou du consommer local. Les organisations soutenues ont été des organisations ouest-africaines de producteurs (coopératives ou associatives) ou des organisations d'appui ouest-africaines et européennes.

Double intérêt de la description des entités porteuses du changement d'échelle

La description des entités économiques porteuses du changement d'échelle sert à cibler celles qui pourraient entrer en relation avec des investisseurs solidaires.

Pour les dynamiques de changement d'échelle reposant sur le grandissement d'un modèle économique ayant vocation à se financer sur le marché, la question du statut juridique de l'entité économique et de ses règles de fonctionnement est centrale pour le développement des activités (par exemple, long processus d'autonomisation et de formalisation des unités de transformation, révision du modèle pour l'entreprise de vente s'inspirant de l'ESS, comparaison de deux modèles de minilaiteries...).

² <https://www.alimenterre.org/consommer-local-l-avenir-de-l-alimentation-en-afrique-de-l-ouest-les-actes-du-colloque>

Des retours terrain de l'utilité du dispositif

Tous les porteurs saluent l'existence du dispositif leur permettant de prendre du recul et de :

- produire des connaissances collectivement et alimenter des plaidoyers ;
- diversifier les partenariats, avoir des accompagnements « business » pour les activités commerciales ;
- faire des essais/erreurs, en particulier avec des circuits de distribution ou des réorganisations du modèle socioéconomique ;
- pointer le caractère très dommageable des interventions non coordonnées avec les pouvoirs publics et les autres acteurs des territoires ;
- gagner la confiance des autorités publiques justement pour mobiliser des compétences durables sur les territoires (services déconcentrés de l'État) et éviter la dispersion des actions de coopération ;
- asseoir des stratégies concrètes (contacts de débouchés commerciaux déjà établis, business plan fait, concertation), construites en concertation et avec des financements extérieurs à la clef et/ou des mécanismes de financement internes ;
- travailler sur une innovation déjà éprouvée car se situant dans la continuité du fonds de projets Pafao ;
- distinguer les innovations économiques (portées par une entreprise avec une stratégie pour accéder au crédit) des innovations sociales portées par une association, tout en veillant à ce que ces entités participent à des cadres de concertation car certaines questions ne peuvent se résoudre qu'à l'échelle nationale.

Pour la suite

Un appel restreint Coup de pouce sera reconduit dans les prochains mois. Il conviendra de mieux identifier et caractériser les structures associatives de celles qui sont commerciales, et de mieux distinguer les deux pans des stratégies de changement d'échelle : grandissement économique et influence pour un environnement plus favorable.

LE PROGRAMME PAFAO EN QUELQUES CHIFFRES

Créé en 2009 par la Fondation de France et le CFSI, le programme Pafao **renforce la capacité de l'agriculture familiale ouest-africaine, paysanne et durable, à nourrir les villes et les zones rurales**. Malgré des politiques publiques largement défavorables et un sous-financement patent, celle-ci a démontré son potentiel quant à la production d'alimentation (elle assure 80 % de l'alimentation consommée de la région), l'emploi et la durabilité écologique.

La soutenir constitue une solution au problème de la faim qui a progressé ces dernières années et concerne plus de 815 millions de personnes dans le monde.

Le programme identifie les innovations locales et paysannes qui connectent l'agriculture familiale aux marchés. Il anime la capitalisation des expériences entre des organisations, soutient le changement d'échelle des innovations et articule les actions avec les plaidoyers politiques.

Il s'appuie sur des organisations ouest-africaines en partenariat avec des organisations françaises ou européennes, mais aussi sur des réseaux paysans régionaux.

Depuis sa création, Pafao c'est :

- 250 projets dans 14 pays
- près de 300 000 producteurs et de 26 000 transformateurs accompagnés, dont 40 % sont des femmes
- près de 5 millions de consommateurs concernés
- un travail en collaboration avec 150 organisations ouest-africaines et 80 organisations européennes
- des liens forts et structurels avec le principal réseau paysan d'Afrique de l'Ouest, le Roppa
- en 2019, 71 projets Pafao étaient en cours. 23 d'entre eux se sont terminés dans le courant de l'année.

Alors que le système alimentaire mondialisé montre ses limites, ALIMENTERRE informe et incite les citoyens à agir en faveur de systèmes alimentaires durables et solidaires respectueux du droit à l'alimentation.

Les temps forts de l'année



15 OCTOBRE – 30 NOVEMBRE 2019

Pour cette 13^e édition, le festival ALIMENTERRE a proposé une sélection de 8 documentaires, qui ont servi de supports à plus de 900 heures de débat. Nos modes d'alimentation, de plus en plus carnés, ont été particulièrement questionnés et ont donné lieu à des débats passionnants et passionnés.

Comment la surproduction, loin de promettre l'abondance, est-elle devenue facteur de sous-développement pour les uns, en assurant à peine un revenu aux autres ? Peut-on changer de système tout en pourvoyant aux besoins alimentaires d'une population mondiale croissante ? Nos systèmes agroalimentaires sont-ils aptes à faire face aux pressions climatiques et aux chocs ? Dans ce monde en changements, qui a intérêt à agir ? Quelles sont les initiatives existantes et fonctionnent-elles ? 70 % des débats ont mis en perspective les enjeux en France et dans le monde.

Trois intervenants venus d'Afrique de l'Ouest étaient présents : Oumou Khairy Diallo du Sénégal (éleveuse laitière dans la région de Kaolack, Présidente du Directoire régional des femmes en élevage de Kaolack), Kerfalla Camara de Guinée-Conakry (Directeur de la Maison guinéenne de l'entrepreneur, formateur et conseil en développement durable et en agroécologie) et Seyni Kebe du Sénégal (chargé de mission et responsable des cantines scolaires de la région de Dakar, bureau de Dakar, Grdr).

LE FESTIVAL ALIMENTERRE EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis 2000, le CFSI a pour objectif **la sensibilisation des citoyens sur les enjeux alimentaires mondiaux**.
Il anime le Festival, le Prix et le réseau ALIMENTERRE en partenariat avec des acteurs du monde agricole et de la solidarité internationale.

Depuis le début du festival en 2007 :

- 545 000 personnes sensibilisées
- 11 130 événements organisés

Le Bilan 2019 du festival

UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE PARTICIPANTS (+3 %)



1 400
ÉVÉNEMENTS

8 documentaires



72 500
SPECTATEURS

54 % jeunes
46 % grand public



2 820
ACTEURS IMPLIQUÉS

95 % des séances en France



France et 11 pays
ET 500 COMMUNES EN FRANCE

Belgique, Bénin, Burkina Faso, Canada, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Maroc, Mauritanie, République du Congo, Sénégal, Togo.

Icônes d'illustration © Freepick



MAI 2019

6^e édition du Prix ALIMENTERRE

Organisé en partenariat avec la direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le Prix ALIMENTERRE donne la parole aux jeunes entre 14 et 25 ans. Depuis 2019, il récompense les initiatives novatrices des jeunes afin de sensibiliser et mobiliser sur les enjeux agricoles et alimentaires. Sur les 29 projets originaux proposés, trois ont été lauréats : l'**Écolojeu**, conçu par les élèves du lycée agricole de Pugnac en Nouvelle Aquitaine ; le **stand de sensibilisation à l'agriculture biologique**, des étudiants du Lycée de Saint-Paul à la Réunion et le **clip « Agribasic »**, réalisé par la classe de 3^e du lycée de Kernilien en Bretagne.



Les lauréats ont présenté leur projet lors du Salon International de l'Agriculture, le 25 février 2020.

© MAA

LES FUTURS PROFESSIONNELS AGRICOLES MOBILISÉS

Une note de service est envoyée à tous les établissements de l'enseignement agricole. Leur implication est encouragée par la direction de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, par ses directions régionales (DRAAF) et par ses réseaux d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (Red), de l'enseignement privé (Cneap) et des Maisons familiales rurales.

- Plus de la moitié des événements ALIMENTERRE se sont déroulés dans des écoles, dont la majorité dans les établissements d'enseignement agricole : projection de documentaires en classe, réalisation de projets pluridisciplinaires.
- La formation ALIMENTERRE organisée avec Supagro Florac et le Red en Auvergne a rassemblé 12 professeurs de l'enseignement agricole et une vingtaine d'associations de toute la France.

Le réseau ALIMENTERRE continue à se structurer sur tout le territoire

Le CFSI anime le réseau ALIMENTERRE composé des partenaires nationaux, des coordinations qui animent les actions sur les territoires et des organisations locales. Le but est d'encourager la formation et la mise en réseau des acteurs sur leur territoire, l'échange et le développement d'innovations pédagogiques, la démultiplication des espaces de débat et de sensibilisation et la valorisation des initiatives pour susciter l'engagement citoyen. Il se réunit plusieurs fois par an pour échanger sur les réalisations et les perspectives.

En 2019, le CFSI a lancé un appel à projet restreint pluriannuel et accompagne désormais 16 associations, dont 14 en France et 2 en Afrique de l’Ouest, pour déployer ALIMENTERRE tout au long de l’année sur les territoires. Ces associations intègrent une démarche territoriale et pluri-acteurs, animent des réseaux regroupant organisations de solidarité internationale, de la transition agricole et alimentaire et adaptent les messages pour mieux relier les enjeux locaux et globaux et sensibiliser de nouveaux publics.

Au niveau national, le CFSI a animé ses partenariats avec 32 têtes de réseaux nationaux représentant le monde agricole et alimentaire, des organisations de solidarité et des associations de défense de l’environnement.

Le site alimenterre.org

En 2019, le site web alimenterre.org continue d’attirer de plus en plus de personnes. 157 000 internautes ont consulté le site, totalisant 210 000 visites.

Le site interactif alimenterre.org est à la fois une plateforme de ressources sur 12 thématiques différentes qui permet de trouver des informations et des outils tout au long de l’année sur les sujets agriculture et alimentation.

Il est également la vitrine du festival à l’automne. Il permet aux organisateurs d’inscrire leur événement et au public de trouver des événements près de chez eux.

Les projets soutenus en Afrique de l’Ouest par le programme Pafao sont également visibles sur un espace cartographique du site.

ZOOM SUR LA PLATEFORME ALIMENTERRE.ORG

- 1 130 acteurs du réseau ALIMENTERRE référencés en France et à l’étranger³
- 293 organisations soutenues dans le cadre du programme Pafao visibles sur la carte « le réseau d’innovations locales et paysannes⁴ »



³ <https://www.alimenterre.org/le-reseau-alimenterre>

⁴ <https://www.alimenterre.org/le-reseau-d-innovations-locales-et-paysannes>

Plaidoyer : pour des politiques européennes cohérentes avec le développement des agricultures familiales du Sud

En synergie avec le programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao), le CFSI mène un plaidoyer contre les Accords de partenariat économique, pour une PAC solidaire et pour la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Il vise prioritairement à soutenir en France les paysans ouest-africains et leurs mobilisations.

Lait : « N'exportons pas nos problèmes »

Montée en puissance du plaidoyer du CFSI en faveur de la filière lait local en Afrique de l'Ouest

L'une des contraintes majeures au développement de la filière lait local ouest-africaine résulte de la concurrence des importations de lait en poudre, majoritairement européen, vendu en dessous de ses coûts de production grâce aux subventions de la Politique agricole commune (PAC). Les prix sont d'autant plus bas que l'Union européenne exporte essentiellement un mélange de lait écrémé, réengraissé avec de l'huile de palme.

Au cœur des préoccupations des organisations paysannes locales, cet enjeu illustre la mise en cohérence des politiques européennes avec le développement. Depuis 2013, le plaidoyer du CFSI collabore avec les organisations paysannes ouest-africaines partenaires du Pafao. En juin 2018, ces dernières ont lancé la campagne « Mon lait est local », dont le pendant en France et en Belgique est la campagne « N'exportons pas nos problèmes ».

Les faits marquants de l'année

Depuis avril 2019, le CFSI participe à la campagne « N'exportons pas nos problèmes », initiée par des ONG belges. Elle vise à mobiliser en Europe pour soutenir la campagne ouest-africaine « Mon lait est local ». Elle a été lancée à Bruxelles lors des « 72 heures du lait » avec la participation d'une quinzaine de partenaires ouest-africains. Au programme : plaidoyer (réunion avec des représentants de la Commission européenne et des eurodéputés⁵, le CFSI et le Gret faisant partie des intervenants) ; mobilisation publique devant la Commission ; sensibilisation et médiatisation.

Le CFSI est partenaire d'une vidéo de 2 minutes⁶ sur les problèmes posés par les exportations de « lait » réengraissé vers l'Afrique de l'Ouest.

Une déclaration commune en faveur des producteurs de lait ouest-africain et européens, mettant en avant certains enjeux partagés, a été signée notamment par les 3 organisations paysannes ouest-africaines et 2 organisations paysannes européennes : le European Milk Board et ECVC (Coordination européenne Via Campesina, dont est membre la Confédération paysanne). Dans des délais très courts, le CFSI a obtenu la signature de 30 organisations françaises, dont 10 membres du CFSI.

Suite à cette mobilisation, la Commission européenne a :

- répondu à notre demande de transparence en créant une ligne tarifaire spécifique pour mesurer à partir de 2020 les exportations de poudre réengraissée (avant, le suivi de ces échanges était très difficile) ;
- lancé une concertation avec les représentants des filières laitières européennes et les campagnes « Mon lait est local » et « N'exportons pas nos problèmes » (première réunion : 4 février 2020).

⁵ Vidéo sur la mobilisation devant la Commission (2'30) :

www.youtube.com/watch?time_continue=157&v=guXPw5PB1Gw

⁶ <https://www.nexportonspasnosproblemes.org/> (déroulez la page d'accueil pour y accéder).

En France :

- Poursuite du dialogue avec l'interprofession laitière française (Cniel) qui a décidé de lancer en 2020 une concertation sur les exportations et les investissements responsables ;
- Constitution du collectif informel « N'exportons pas nos problème-France », coordonné par le CFSI, qui devrait réunir une douzaine d'organisations de solidarité internationale, paysannes et syndicales ;
- Constitution d'un réseau d'une dizaine d'experts (Cirad, Institut de l'élevage, INRAE, Académie d'agriculture, Gret...) et participation au symposium du réseau « lait : vecteur de développement » organisé, notamment, par le Cirad (Dakar, juin 2019).

Plus généralement, sur la PAC :

- Le CFSI, membre du comité de pilotage de la plateforme *Pour une autre PAC*, s'est fortement mobilisé pour une PAC solidaire avec les paysannes et les paysans du Sud. Il a coordonné le groupe de travail de Coordination SUD qui a organisé un séminaire, publié une étude et réalisé 3 vidéos sur ce sujet. 3 membres du CFSI se sont particulièrement impliqués dans ces actions : le Gret (auteur de l'étude), Sol (pilotage des vidéos) et Isf-Agrista⁷.
- Adoption d'un avis de la commission du développement du Parlement européen reprenant de nombreuses propositions des ONGs de solidarité internationale : tous les groupes politiques ont adopté cet avis à l'exception d'un groupe d'extrême-droite, qui s'est abstenu. Le CFSI a participé à ce plaidoyer au nom de Coordination SUD.

ZOOM SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PAYSANS ET DES AUTRES PERSONNES TRAVAILLANT DANS LES ZONES RURALES (UNDROP)

Avec la Confédération paysanne, le CFSI a coordonné la mobilisation française en faveur de l'UNDROP, qui a été adoptée par les Nations unies le 17 décembre 2018. Le plaidoyer a contribué à faire évoluer la position française. La France, initialement opposée, s'est abstenue lors de vote.

En 2019, le CFSI et la Confédération paysanne ont agi pour promouvoir l'UNDROP :

- Organisation d'une journée d'étude « Droits des paysans et des travailleurs agricoles » : Comment la Déclaration des Nations unies peut-elle contribuer aux plaidoyers concernant le climat, la PAC et la régulation des pratiques des multinationales ? Cette rencontre, organisée le 22 mai 2019, a réuni 31 juristes et représentants de la société civile.
- Publication de la brochure *Le travail, c'est la santé ? Agir pour le droit à la santé et à la sécurité dans l'agriculture* avec la CGT, la FNAF-CGT, la FADM, ActionAid France et Bananalink⁸.
- Participation au séminaire international organisé à Luxembourg par SOS Faim, le 14 novembre 2019, qui a notamment permis de coordonner la société civile européenne et d'élaborer des pistes d'actions pour 2020.

⁷ <https://www.coordinationsud.org/document-ressource/pac-coherence-developpement-agricultures-paysannes-sud/>

⁸ <https://www.cfsi.asso.fr/actu/agir-droit-a-sante-et-a-securite-l%E2%80%99agriculture>.



Coopérer autrement

La faiblesse et l'isolement d'une société civile constituent un lourd handicap pour progresser dans le changement, le développement et la démocratie. Le CFSI s'est engagé à relever le défi **d'accompagner des sociétés civiles à se structurer**. Cet engagement se concrétise dans deux pays ayant connu de longues guerres civiles : l'Algérie et la République du Congo.

Le CFSI s'attelle, avec ses membres, à **renouveler les façons de coopérer et tisser des liens de solidarité**, pour encourager un apprentissage mutuel sur les effets du dialogue entre acteurs publics, économiques et la société civile.

Trois principes organisent cette démarche :

- s'inscrire dans une **approche pluri acteurs** associant organisations de la société civile, pouvoirs publics et secteur marchand ;
- soutenir des coopérations mutuelles et des **solidarités de territoire à territoire** ;
- privilégier le **temps long** de la concertation.

Coopérer autrement en acteurs de changement

La seconde phase du programme CAAC a été lancée en 2019. Ce programme est dédié à la structuration du mouvement associatif, tant en France que dans d'autres pays, pour mieux lutter contre les inégalités ici et ailleurs et contribuer ainsi à l'atteinte des Objectifs pour le Développement Durable (ODD).

Les faits marquants de l'année

Lancement de la seconde phase

La quasi-totalité des membres du CFSI a participé au lancement de cette nouvelle phase, en février 2019 lors d'une réunion qui leur a offert l'opportunité de définir ensemble les futurs dispositifs du programme : soutien à des projets de coopération de territoire(s) à territoire(s), processus de capitalisation continu et fonds dédié à l'animation territoriale en France, dont les grandes lignes ont été arrêtées en septembre.

Sélection et mise en œuvre d'initiatives pilotes

Un appel dédié à soutenir des initiatives concrètes de coopérations de territoire(s) à territoire(s) a été lancé en avril 2019. Le comité consultatif pluri acteurs mobilisant des compétences complémentaires a sélectionné en juillet 2019, 9 initiatives pilotes qui mobilisent 14 membres du CFSI. Ces projets ont été lancés au second semestre 2019. Ils embrassent des champs thématiques variés : changement climatique, insertion citoyenne, sociale et professionnelle des jeunes ou bien encore économie sociale et solidaire. La mise en œuvre de ces initiatives contribue à l'atteinte des ODD, rassemble des acteurs de différentes natures alliés au sein de partenariats équilibrés respectueux des singularités de chacun.

Une attention forte à la production et au partage des connaissances

Les membres du CFSI ont identifié les axes de capitalisation qu'ils souhaitent nourrir pour aboutir à une production de connaissances issues de leurs pratiques et qui soient partageables et accessibles au plus grand nombre. Un binôme de consultants chargé de l'animation de ce processus a été identifié. Il s'attachera particulièrement à étudier :

- Comment et pourquoi la coopération de territoire(s) à territoire(s) permet de réunir des acteurs de différentes natures (pouvoirs publics, acteurs de services marchands, acteurs académiques) ?
- De quelle façon permet-elle de décroiser les relations entre organisations de solidarité locale et organisations de solidarité internationale ?
- Comment s'opère cette catalyse et quels sont ses effets sur chaque territoire et sur les pratiques de coopération ici et là-bas ?

LE PROGRAMME COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis 2014, le programme CAAC propose aux membres du CFSI d'expérimenter de nouvelles manières de coopérer, des partenariats plus divers, des champs d'action en France et à l'international - autour d'enjeux partagés qui relient l'économie et le social - pour mieux lutter contre les inégalités.

Le CAAC, c'est :

- un programme dédié à tous les membres du CFSI : deux dispositifs continus de suivi-évaluation et de capitalisation ;
- sur la période 2014-2018 : 9 projets portés par 10 membres, 70 partenaires en France et dans 17 pays. Les projets ont bénéficié directement ou indirectement à 460 000 personnes ;
- sur la période 2019-2021 : 9 projets portés par 14 membres, une centaine de partenaires en France et dans 14 pays.

Programme Concerté Pluri acteurs Jousour (Algérie) : des dialogues pluri acteurs élargis au service de partenariats et d'alliances démultipliés

2019 : une année de transition

En 2019, Jousour s'est ancré dans des contextes marqués par des mouvements citoyens de contestations populaires : émergence du « Hirak » en Algérie et mouvement des gilets jaunes en France. Cette année, le programme et ses acteurs se sont adaptés en continu à des contextes locaux et nationaux en bouleversements marqués, sur les deux rives, par la dénonciation des inégalités et des revendications portant sur l'accès à des droits universaux.

Les faits marquants de l'année

Des bases sociales élargies, des dialogues et alliances pluri acteurs renforcés

Une trentaine de projets lancés en 2018 ont été mis en œuvre en 2019. Embrassant des thématiques diverses, souvent innovants, ils ont permis d'une part, de développer des gammes de services en faveur des populations les plus fragiles ou exclues et d'autre part, de rendre les populations bénéficiaires actrices de ces projets. Les bases sociales de ces organisations se sont ainsi élargies et rajeunies.

Parmi eux, les 12 projets développés dans le cadre du Fonds d'Appui aux Initiatives Jeunesse ont permis à des jeunes de mettre en œuvre des actions de solidarité citoyennes de proximité et de sensibilisation sur les champs de la culture, de l'environnement, de l'insertion citoyenne, sociale et économique de jeunes en situation de handicaps ou non, mais aussi, d'investir l'espace public en l'embellissant. Ces projets ont souvent été menés en partenariat et ont favorisé l'établissement et/ou le renforcement de dialogues constructifs avec les services déconcentrés de l'État responsable des politiques publiques sectorielles sur les champs investis mais aussi, avec les universités et/ou les acteurs économiques des territoires. Des partenariats locaux, nationaux et internationaux se sont ainsi démultipliés. Les échanges entre associations tant au niveau d'un même territoire, qu'entre territoires mais aussi au niveau international ont augmenté de manière significative.

Le projet « *Vivre ensemble : les médiathèques actrices du dialogue interculturel, Algérie, France, Liban* » porté par l'association oranaise Le Petit Lecteur en partenariat avec l'association marseillaise COBIAC (Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle) et la Ligue des Arts Cinématographiques de Tizi-Ouzou a associé une organisation libanaise ainsi que les associations oranaises Graine de Paix, Bel Horizon, l'Association culturelle Jil Saaed de Mih Ouenssa (ACDE), le centre Pierre Claverie ou bien encore l'association Le Banquet de Platon de Sidi Bel Abbas.

Une visibilité et une production de savoirs au service de la reconnaissance de l'utilité sociale de l'action associative

Le film « *UTILES – Jousour : des associations au service des citoyens* » a été finalisé en 2019 et la réalisation du second film « *Entre nos mains – Jousour : jeunesses citoyennes engagées* » a été lancée. Il en va de même du recueil de capitalisation qui permettra, sur la base de portraits de militants associatifs de différentes générations engagés sur des champs thématiques divers, d'identifier les ressorts de l'engagement associatif et la manière dont il influe sur les parcours professionnels et de vie.

Les associations membres ont également formalisé les connaissances issues de leurs pratiques pour mieux les partager.

L'association El Ghaït de Bordj Bou Arreridj a formé 12 jeunes membres de son association à la capitalisation de trois des projets qui avaient été soutenus par Joussour dans le passé. Cet exercice leur a permis de transmettre la mémoire de l'association les préparant ainsi, à s'impliquer davantage dans sa gouvernance comme en témoigne un des jeunes animateurs mobilisé « *L'analyse nous a permis d'acquérir d'autres connaissances et compétences qu'on n'avait pas en faisant partie du projet en tant que bénéficiaires.* »

Pour mieux partager ces savoirs issus d'une dizaine d'années de pratiques, un guide « Voyage au cœur de l'apprentissage » a été produit et est accessible sur le site du programme Joussour⁹.

LE PCPA JOUSSOUR EN QUELQUES CHIFFRES

Joussour rassemble 119 organisations membres, associations des deux rives, collectivités locales, services déconcentrés de l'État et universités...

Depuis 2008, Joussour a soutenu la mise en œuvre de 192 projets dont près d'une dizaine démarrera en 2020 dans le cadre du Fonds d'Appui à la Valorisation de l'Utilité Sociale de l'Action Associative en Algérie et en France. Ces projets ont été développés au bénéfice de plus de 412 000 personnes.

- En 2019, 1 bilan à mi-parcours et 2 bilans finaux des projets dédiés ont facilité l'interconnaissance et l'échange de pratiques entre porteurs de projets
- Le film « Utiles – Joussour des associations au service des citoyens » a été produit¹⁰
- Plus de 8 760 abonnés à la page Facebook de Joussour au 31/12/2019 soit une progression du nombre d'abonnés de 9 % en 1 an
<https://www.facebook.com/pcpalgerie/>
- Un nouveau site Internet a été lancé et les ressources et actualités du programme sont disponibles en cliquant sur : <http://pcpalgerie.org/>

⁹ <http://pcpalgerie.org/voyage-au-coeur-de-lapprentissage/>

¹⁰ Bande annonce : <https://www.youtube.com/watch?v=tDUwiIBGIdQ>

Programme Concerté Pluri acteurs Congo : la phase d'envol est lancée

En 2019, l'équipe du PCPA a intégré une animatrice de Brazzaville, une chargée de valorisation et un responsable de dynamiques nationales et de formation. 10 projets ciblant cinq groupes vulnérables selon une approche basée sur les droits se sont déroulés, alliant sensibilisation, amélioration des conditions de vie, concertation avec les pouvoirs publics et plaidoyer. Le comité de pilotage, élu par l'assemblée plénière des 143 membres du programme en novembre 2017, s'est réuni à deux reprises.

Les faits marquants de l'année

17 octobre : journée officielle de lancement de la phase d'envol

Une journée officielle de lancement de la phase de sortie a réuni le 17 octobre 2019 une centaine de membres, des partenaires techniques et financiers et des pouvoirs publics, afin de dresser les perspectives intéressantes pour une société civile forte, capable de dialoguer avec les pouvoirs publics, sur des sujets d'intérêts locaux et nationaux. Dans cet esprit, un appel à constitution de « dynamiques collectives », locales et nationales, a été lancé.

« Agir ensemble pour la défense des droits des minorités et groupes vulnérables », une démarche fondée sur l'approche par les droits

En 2019, 25 associations et un syndicat ont mené dix projets pour améliorer le sort de 5 groupes vulnérables dans plusieurs localités : femmes victimes de violence, enfants et jeunes marginalisés, personnes vivant avec handicap, peuples autochtones, personnes vivant avec le VIH. À chaque étape, les groupes vulnérables sont parties prenantes. Si le bilan ne sera finalisé qu'en 2020, plusieurs associations se sont renforcées et des « leaders » des groupes vulnérables ont été accompagnés. Elles ont élaboré des notes de plaidoyer. Une des plus belles réussites réside en la constitution de cadres de concertation, qui ont permis de réunir autour d'une même table pouvoirs publics, associations, représentants des groupes vulnérables et parfois, responsables de quartiers pour parler des problèmes rencontrés par les groupes vulnérables et trouver des solutions. L'implication des pouvoirs publics a été réelle et plusieurs de ces cadres de concertation ont souhaité poursuivre le travail collectif, au-delà de la fin des projets menés.

TEMOIGNAGES

Elenga Eyembat Blanchard, fonctionnaire à la Mairie de Makoua : « Je suis agréablement surpris de la façon dont le projet a été géré avec toute la rigueur et la transparence possibles. Si je peux me permettre de paraphraser le Maire de Makoua, vous nous avez convaincus et désormais, nous comptons sur vous. Aussi, je peux dire que j'ai plus appris tout au long du déroulement du projet, que je n'ai donné. J'ai aussi changé mes façons de faire, surtout dans la gestion de mes collaborateurs. J'ai appris la notion de redevabilité. » *Projet « Appui à la promotion des personnes vivant avec handicap », porté par l'Association des personnes handicapées de Makoua (APHM).*

Huguette Niongo, présidente de l'Association des Femmes et Enfants vivant avec handicap du Niari (AFEVHN) : « Je ne savais pas gérer mon association et comment dialoguer avec les décideurs. Je suis désormais en mesure d'aller rencontrer les autorités locales avec l'aide des parties prenantes et un message clair pour changer les choses en faveur des personnes vivant avec un handicap. Je remercie le PCPA Congo et l'ALPN et souhaite que cette action ne s'arrête pas. » *Projet de renforcement des capacités des organisations des personnes handicapées du Niari en vue de défendre leurs droits, porté par l'Association de Lutte contre la Pauvreté et pour la Protection de la Nature (ALPN).*

Jessica Mamoni Goma, Procureur auprès du Tribunal pour enfants, Pointe Noire :
 « C'est un projet qui nous a permis de rassembler les gens, de vulgariser la loi N°4-2010 du 14 juin 2010 et de les faire parler sur les droits de l'enfant. En tant que Procureur pour enfants, j'ai beaucoup apprécié ce projet, parce que cela m'a permis de travailler dans le même temps sur plusieurs cibles (la police, la gendarmerie, les parents, les enfants...). Et concernant le ressenti des publics cibles, je suis convaincue que ma présence les a tous rassurés. » *Projet « Lutte contre la violence et la maltraitance faite aux enfants », porté par le Secours International du Mouvement Chrétien pour la Solidarité (SIMCS).*

Raïssa Lembe, femme de ménage, arrondissement 4 Mougali, Brazzaville :
 « J'ai allumé ma radio le matin le 18 mars 2019. On parlait des gens qui doivent venir dans les quartiers pour identifier les femmes domestiques. Après quelques jours, ces jeunes gens sont passés dans mon quartier et je n'ai pas hésité à me faire recenser. Dans un second temps, j'ai reçu une convocation et un appel téléphonique me priant de venir prendre part à l'assemblée générale au siège de l'arrondissement. Je suis très satisfaite de participer à cette assemblée générale. J'ai bien compris ce que l'inspecteur du travail et la présidente de l'USC a dit sur nos droits. À partir de maintenant, je sais que je peux porter plainte auprès de l'inspecteur de travail quand mes droits sont bafoués, je remercie Dieu qui a inspiré l'USC qui a conçu et qui met en œuvre ce projet qui nous concerne ». *Projet « Appui aux femmes victimes de violences économiques », porté par l'Unicn des syndicats du Congo (USC).*

LE PCPA CONGO EN QUELQUES CHIFFRES

Suite à l'Assemblée plénière tenue en novembre 2017, le PCPA Congo compte 143 membres : organisations de la société civile congolaise et française, actives dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités et le respect des droits au Congo.

Le programme **renforce la société civile congolaise**, en dialogue avec ses homologues français et les pouvoirs publics, par une culture du faire ensemble, d'accompagnement au renforcement interne, de reconnaissance par les populations comme par les autorités.

En 2019, le PCPA Congo c'est :

- 10 nouveaux projets portés par des associations et un syndicat et qui ont touché 110 000 personnes et amélioré les conditions de vie de 2 200 personnes
- 257 représentants des pouvoirs publics mobilisés dans les projets sur leurs territoires : départements, communes, quartiers comme au niveau national

De 2008 à fin 2018, le PCPA Congo c'est :

- 100 projets portés par des associations dont 11 sont en cours
- 250 000 personnes ont participé aux projets ou vu leur situation s'améliorer
- 170 pouvoirs publics mobilisés dans les projets sur leurs territoires : départements, communes, quartiers
- une page Facebook et un site :
<https://www.facebook.com/pcpacongo.brazzaville>
<https://pcpacongo.org/>

RAPPORT FINANCIER

Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation¹¹. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union européenne. Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (par exemple agriculture et alimentation), des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionne les propositions de projets. Le bureau du CFSI, composé de 4 personnes élues, en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes et d'audits. L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Elle anime le réseau **ALIMENTERRE** pour sensibiliser les consommateurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires et mène un plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.

Les emplois et les ressources de l'exercice 2019

EMPLOIS EN EUROS	Emplois 2019	en %	Affectation générosité 2019	en %
Agriculture et alimentation	842 903		174 897	
Société civile et participation	1 399 436		40 029	
Total des missions sociales	2 242 339	82 %	214 926	48 %
Appel à la générosité	179 873	7 %	179 873	40 %
Recherche de fonds privés et publics	34 433	1 %		
Fonctionnement	279 490	10 %	50 636	11 %
Total emplois exercice	2 736 135	100 %	445 435	
Engagement à réaliser sur ressources affectées	713 541			
Excédent des ressources de l'exercice	863			
TOTAL GENERAL DES EMPLOIS	3 450 539		445 435	100%

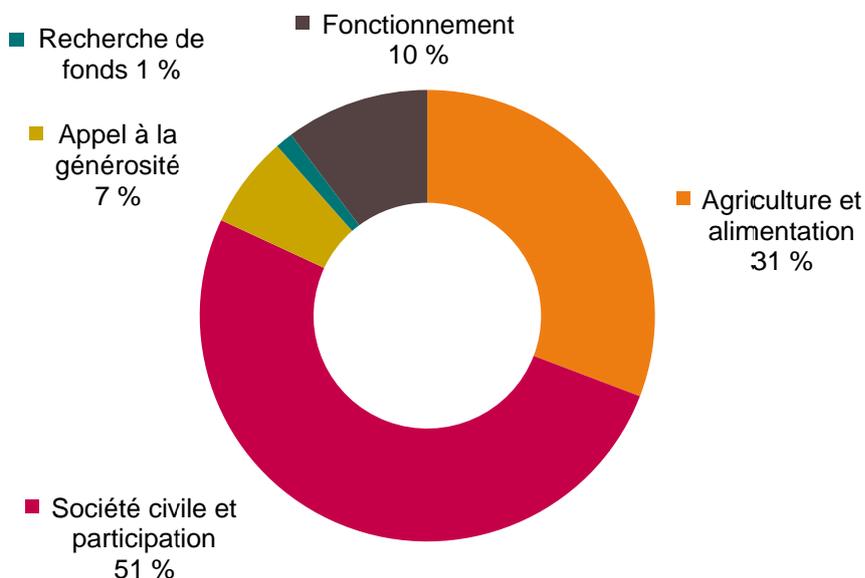
Les emplois de l'exercice concernent :

- les missions sociales définies par le conseil de direction en 2010 : agriculture et alimentation, société civile et participation. Elles incluent les frais de mise en œuvre et de suivi des différentes actions menées et représentent 82 % des emplois ;
- les frais d'appel à la générosité du public (7 %), c'est-à-dire les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 4 courriers par an) et à la recherche de nouveaux donateurs ;
- le temps de travail dédié à la recherche de fonds privés et publics (1 %) pour établir des dossiers de demandes de financement ;
- le fonctionnement (10 %) qui inclut la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle ;

¹¹ La mission sociale « Agriculture et alimentation » correspond aux activités en faveur du droit à l'alimentation – la mission sociale « Société civile et participation » aux activités qui visent à « Coopérer autrement ».

- les engagements à réaliser sur les ressources affectées reflètent les engagements du CFSI sur la durée. En fin d'année, les fonds affectés à des actions pluriannuelles mais non encore utilisés sont comptabilisés en engagements. Ils seront utilisés l'année suivante pour poursuivre les projets.

Répartition des emplois 2019



RESSOURCES EN EUROS	Ressources 2019	en %	Suivi des fonds issus de la générosité du public
Report des ressources collectées auprès du public non utilisées en 2018			145 929
Dons	492 431	22 %	492 431
Subventions privées	341 750	15 %	
Autres produits	274 340	12 %	
Sous total fonds privés	1 108 521	49 %	
Subventions publiques	1 148 208	51 %	
Sous total fonds publics	1 148 208	51 %	
Total ressources exercice	2 256 729	100 %	
Report des ressources non utilisées	1 193 810		
Variation des fonds dédiés collectés auprès du public			- 46 133
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	3 450 539		446 298
Total des emplois financés par la générosité			445 435
Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice			146 792

Les ressources de l'exercice proviennent des fonds privés (49 % des ressources) et des fonds publics (51 %).

Les fonds privés comprennent :

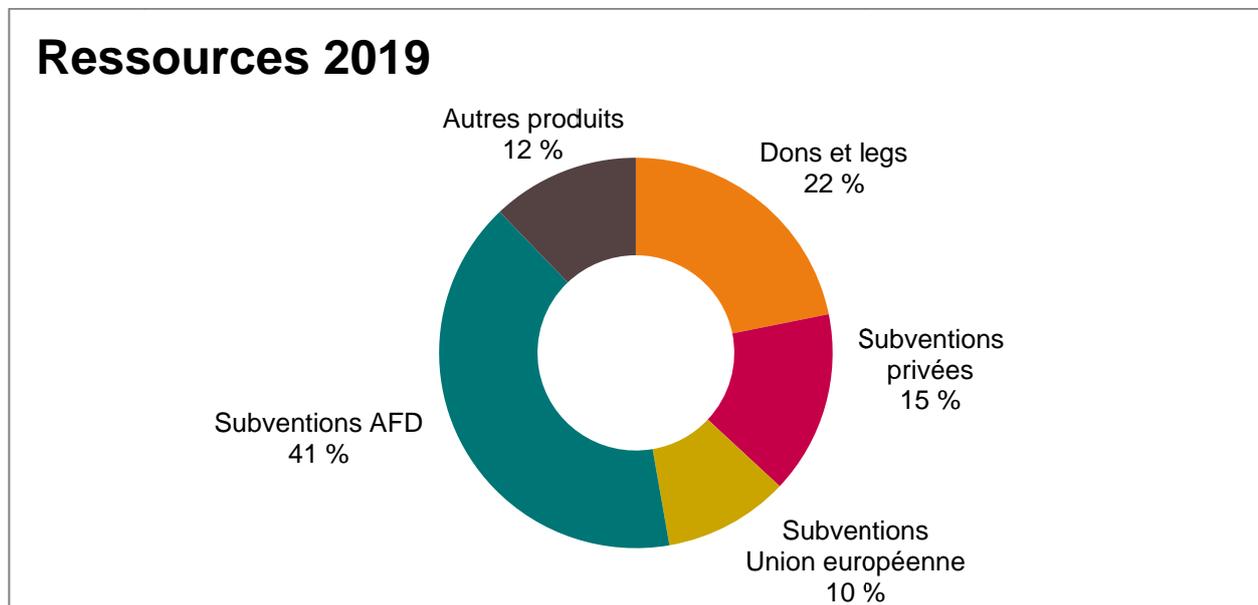
- des dons dont 50 % proviennent des dons réguliers par prélèvement ;
- des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France et de fondations sous égide ;
- les autres produits qui incluent les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes.

Les fonds publics proviennent de l'Agence Française de Développement et de l'Union européenne. Ils financent les activités menées dans le cadre des missions sociales. Une part réduite de ces subventions finance le fonctionnement (pourcentage fixé par les bailleurs).

L'utilisation des fonds issus de la générosité du public

En 2019, le CFSI a utilisé 445 435 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant est inférieur au montant collecté durant l'année (492 431 €). Une partie des fonds collectés cette année a été mise en réserve afin de garantir le financement des projets pluriannuels sélectionnés en 2019 et ainsi respecter l'engagement pris par le CFSI envers les porteurs de projet.

Le CFSI a affecté 214 926 € aux missions sociales, par ordre d'importance aux actions de soutien à l'agriculture familiale puis aux actions liées au programme société civile et participation. 179 873 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs et 50 636 € pour le fonctionnement.



Le bilan du CFSI

ACTIF EN EUROS	31/12/2018	31/12/2019	PASSIF EN EUROS	31/12/2018	31/12/2019
Actif immobilisé	26 898	23 500	Réserves	422 175	423 036
Créances (dont produits à recevoir)	2 968 302	2 174 447	Provision pour risques	0	0
Trésorerie	1 446 394	2 408 822	Fonds dédiés	2 534 470	2 054 200
Charges constatées avance	1 079 241	1 819 853	Dettes	1 792 529	2 461 894
TOTAL ACTIF	5 520 835	6 426 623	Produits constatés d'avance	771 661	1 487 492
			TOTAL PASSIF	5 520 835	6 426 623

Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. L'augmentation du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit dans la durée ses missions avec ses organisations membres ou des partenaires. L'état d'avancement des programmes fait varier chaque année le montant des charges et des produits constatés d'avance.

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotations aux engagements) correspondent à 1,9 mois d'activités. Ce ratio est quasiment équivalent à celui de 2018. Il reste toujours insuffisant pour assurer la pérennité des actions du CFSI.

Certification des comptes : les comptes de l'exercice 2019 ont été certifiés par Doucet, Beth et associés, représenté par Madame Nathalie Elio, commissaire aux comptes du CFSI.

Publication des comptes : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI et sont envoyés par courrier sur simple demande.

Agrément : le 28 mars 2019, le Don en Confiance a renouvelé l'agrément triennal du CFSI. Le Don en Confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis 30 ans, il a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte. Le Don en Confiance en contrôle l'application. Pour en savoir plus : www.donenconfiance.org.

ANNEXES

Liste des projets sélectionnés et suivis en 2019

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS D'ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
FINANCEMENT CFSI					
Burkina Faso	ABADAS	UMPL-B	Mini-laiteries innovation et stratégie 2022	50 000 €	36
TOTAL financement 2019 CFSI				50 000 €	
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT					
Burkina Faso	Apress	Gret	Plateformes d'innovations lait à Djibo, Banfora et Ouahigouya	50 000 €	36
Sénégal	AT	Asdes	Les produits locaux transformés par des micro-entrepreneurs du kaolack s'imposent sur le marché local	49 314 €	36
Burkina Faso	TFL	Gret	Structuration et actions de plaidoyer de l'interprofession Lait au Burkina Faso	50 000 €	36
Mauritanie	Gret	Soninkara	Réseaux et partenariats pour le maraîchage paysan au guidimakha	50 000 €	36
Burkina Faso	UPROMABIO	AFDM	Accélération de la consommation à grande échelle des fruits de l'agro-écologie au Burkina	50 000 €	36
Togo	ESF	Oadel	Du champ à l'assiette	50 000 €	36
Sénégal	ADOS	DÉPARTEMENT RANÉROU	Promotion, valorisation et consommation locale des produits forestiers du Ferlo (provacol-ferlo)	49 997 €	36
Bénin	CREDI	PU	Une filière arachide forte comme alternative aux importations d'huiles de palme au Bénin	41 661 €	36
Sénégal	Ipar	IR	Promotion du consommateur local à travers la valorisation des céréales locales et la connexion aux marchés	48 185 €	36
TOTAL financement 2019 CFSI et Agence Française de Développement				439 157 €	
FINANCEMENT FONDATION DE FRANCE					
Ghana	Noe	Northcode	Développement d'une filière de miel villageois au Ghana	30 000 €	24
Bénin	AFL	Amap Bénin	Faciliter l'accès des produits agricoles locaux aux marchés institutionnels (Fapami)	50 000 €	36
Burkina Faso	AFL	CPF	Accompagnement des Acteurs sur les marchés Institutionnels AGRIColes (Amiagri)	30 000 €	24
Niger	Iram	Karkara	Nariindu 3: promouvoir le lait local au Sahel	50 000 €	36
Sénégal	Grdr	Cicodev	Soutien à la relocalisation de l'alimentation à Rufisque (Rear)	50 000 €	36
Multipays	Urgenci	Cfape	Consolider et populariser les partenariats locaux solidaires pour l'agroécologie	50 000 €	36
Sénégal	Rikolto	Feproba	Des solutions digitales pour une gestion efficace de la commercialisation du riz	49 532 €	36
Burkina Faso	Fert	Fugcom	La Fugcom: OP actrice de son territoire pour mieux produire et vendre l'oignon	50 000 €	36
Multipays	Roppa	IR	Ensemble pour un dialogue politique qui booste les achats des produits locaux (pro-locaux)	48 000 €	36
Sénégal	Enda Pronat	WFD	Commercialisation en masse des légumes sains dans les marchés territoriaux ruraux et urbains	49 950 €	36
Bénin	Afdi Aquitaine	Anoper	Accès au marché du fromage gassirè produit par les familles d'éleveurs du Bénin	50 000 €	36
TOTAL financement 2019 Fondation de France				507 482 €	

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT

PORTEUR	Territoire	Titre de l'initiative	Montant attribué	Durée en mois
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT				
ADESAF	Allonnes (Pays de la Loire) Sangha (Mali)	Le développement local durable à Allonnes (France) et à Sangha (Mali) plus d'alliances pour plus de réciprocité entre les territoires	40 000 €	18
Cap Solidarités	Hauts-de-France Oujda (Maroc) Saint-Louis (Sénégal) N'Djamena (Tchad)	ODD LLabs : les ODD pour des territoires inclusifs et ouverts sur le monde	58 000 €	24
CFDT	Sénégal France	Favoriser le travail décent de personnes en situation de précarité	60 000 €	24
CGT France	Bretagne Inde Bangladesh Philippines Corée du Sud Japon	L'urgence climatique et écologique et la transition socialement juste	60 000 €	18
Grdr Migration Citoyenneté Développement	Oran et Tlemcen (Algérie) Nouvelle Aquitaine Hauts de France	Développement des Initiatives Citoyenne et Economique des habitants des quartiers défavorisés entre la France et l'Algérie	60 000 €	24
Guinée 44	Basse Guinée Pays de la Loire	Contribuer au développement économique et social, inclusif et durable, des territoires ruraux des préfectures de Kindia et de Boké	60 000 €	24
Pays de Savoie solidaires	Savoie Bignona (Sénégal)	Terra Pro (Territoires Apprenants et Professionnalisants)	60 000 €	24
Secours populaire français	Comasagua (Salvador) Nouvelle Aquitaine Ile de France Grand Est Occitanie Catalogne (Espagne)	Des acteurs pluriels, au Salvador et en France, développent des liens solidaires et professionnels et agissent en complémentarité pour répondre à des enjeux économiques, sociaux et environnementaux	60 000 €	24
UNIVERS-SEL	Guérande Delta du Siné Saloum (Sénégal)	Projet d'appui à la valorisation de la production de sel des exploitations familiales du delta du Sine Saloum (APEFASS)	60 000 €	24
TOTAL financements attribués en 2019			518 000 €	

PCPA ALGÉRIE - JOUSSOUR

PORTEUR	Intitulé du projet	Financement
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Centre d'animation de Bordeaux	Coopération animation jeunesse Bordeaux-Oran	4 000 €
Coup de Soleil	Valorisation en France du PCPA-Joussour	4 000 €
TOTAL des financements attribués en 2019 au fonds d'appui à la valorisation de l'utilité sociale de l'action associative		8 000 €

PCPA CONGO

INTITULE DU PROJET	Porteur	Subvention
FINANCEMENT CFSI, SECOURS CATHOLIQUE ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Accompagnement des jeunes déscolarisés formés avec les FAP du PCPA Congo exerçant dans le secteur de l'artisanat pour la protection et la défense de leurs droits économiques, sociaux et culturels à Dolisie et Pointe-Noire	Association des Jeunes pour l'Innovation au Développement	16 959,65 €
Projet de renforcement des capacités des organisations des personnes handicapées du Niari en vue de défendre leurs droits	Association de Lutte contre la Pauvreté et pour la Protection de la Nature	16 995,93 €
Appui à la promotion des personnes vivant avec handicap	Association des personnes handicapées de Makoua	16 988,16 €
Droits pour Tous	Association Professionnelle pour la Valorisation des Produits Forestiers et Subsidiaries	17 000,00 €
Lutte contre la violation des droits des veuves, cadrée selon la méthode de l'approche basée sur des droits de l'homme	Cercle Uni des droits de l'Homme et Culture de Paix	14 450,00 €
Appui Psycho-Social dans la ville de Dolisie	Association Don de Vie pour une Œuvre de Réveil des Cœurs d'Aide et de Solidarité	16 921,16 €
Appui à la Formation des Droits de l'Enfant dans l'arrondissement 8 Madibou - Brazzaville	Enfance Créatrice de Développement	16 845,62 €
Sauvons la veuve contre les pratiques ancestrales dégradantes	Œuvre Notre Dame des Veuves et Orphelins du Congo	16 928,55 €
Lutte contre la violence et la maltraitance faite aux enfants	Secours international du mouvement chrétien pour la solidarité	16 065,79 €
Appui aux femmes victimes de violences économiques	Union des Syndicats du Congo	16 999,82 €
Respectons et promouvons les droits des personnes vulnérables	Association pour le Développement Urbain et Rural	16 999,82 €
TOTAL financements attribués en 2019		183 154,50 €

Liste des projets pluriannuels suivis en 2019

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI				
Burkina Faso	Gret	Fepab	Valorisation des produits locaux transformés pour les marchés urbains au Burkina (Repam)	50 000 €
Sénégal	Grdr	CRCR	Approvisionnement des cantines scolaires et marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains par les producteurs des quartiers péri urbains	50 000 €
Guinée-Bissau	GRDR	BALOLAM	Appui à la commercialisation de masse de l'huile de palme durable en région de Cacheu	50 000 €
Sénégal	SOL	FONGS	Promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales au Sénégal	50 000 €
TOTAL financement CFSI				200 000 €
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT				
Bénin	Hortitechs	-	Labellisation du jus de mangue, la tomate purée et le riz du Bénin pour mieux vendre	20 000 €
Burkina Faso	AT	Baobab	Transformation de produits agricoles et forestiers pour le marché urbain	49 745 €
Burkina Faso	Adesaf	CBS	Transition agroécologique et consommation locale à Kokologho	25 000 €
Burkina Faso	UNMFR/BF	UNMFREO	Appui à la production et à la commercialisation des produits issus de l'agriculture familiale	29 999 €
Mali	UNMFR-M	UNMFREO	Structurer et renforcer une filière avicole	42 263 €
Mali	ICD	CIDR	Nourrir les villes par l'élevage des espèces à cycle court (Novec)	50 000 €
Sénégal	Enda Pronat	Enda Europe	Amélioration de la conservation et développement des marchés ASD	49 897 €
Sénégal	Farsen	Resolis	Systèmes alimentaires territorialisés et autosuffisance alimentaire au Sénégal	50 000 €
Sénégal	SOL	Adak	Film projet souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales	15 000 €
Togo	AJFD	Orepsa	Réhabilitation de l'huilerie artisanale de Pana Bagou au nord du Togo	29 674 €
Togo	ESF	ESFT-Graphe	Création d'un circuit court de commercialisation d'un produit de terroir de qualité	48 000 €
Togo	ESF	Oadel	Mise en place d'une stratégie de changement d'échelle pour le « consommer local » au Togo	19 971 €
TOTAL financement CFSI et Agence Française de Développement				429 549 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT ET FONDATION DE FRANCE				
Bénin	URP-AL	Icra	Réduction du déficit en protéine des populations des villes et campagnes du sud-Bénin	49 996 €
Côte d'Ivoire	Rongead	Chigata	L'agriculture familiale présente dans les rayons des supermarchés en Côte d'Ivoire	29 144 €
Guinée	MGE	Gret	Promotion de l'huile de palme «rouge» artisanale durable et de qualité en Guinée	50 000 €
Mali	SOS Faim Belgique	USCPCD	Diversifications agroécologiques et consommation des productions maliennes	49 394 €
Sénégal	Enda Pronat	Enda Europe	Diversification de l'offre et démultiplication des points de vente des produits sains à Dakar	49 958 €
TOTAL financement CFSI, Agence Française de Développement et Fondation de France				228 492 €
FINANCEMENT FONDATION DE FRANCE				
Bénin	URP-AL	ICRA	Promotion du consommables local en milieu scolaire	49 927 €
Bénin	ACED		Grandissement de la vente de produits maraichers issus du compost de jacinthes	19 550 €
Bénin	URP-MC	JED	Promotion de l'aviiculture familiale améliorée dans le Mono-Couffo (Païa)	49 500 €
Bénin	PNOPPA	DD	Amélioration de la compétitivité de deux produits locaux (wagashi et ananas pain de sucre)	49 595 €
Burkina Faso	APROSSA	AV	Appui aux initiatives locales de commercialisation des produits agricoles	49 761 €
Burkina Faso	FIAB	GRET	Valorisation des produits locaux (PFNL, lait, niébé) et professionnalisation des MPME agroalimentaires	10 000 €
Burkina Faso	RIKOLTO	UNPRB	Renforcement de l'accès des OP aux marchés institutionnels au Burkina Faso	49 882 €
Burkina Faso	AT	Baobab	Etude et table de concertation pour le renforcement de la filière et de la consommation des produits locaux au Burkina Faso	18 683 €
Burkina Faso	RONGEAD	CNABIO	Consolidation de la filière maraîchage certifiée Bio SPG de la région d'Ouagadougou	48 920 €
Burkina Faso	Gret		Construction d'un modèle d'entrepreneuriat social de vente d'aliments fortifiés locaux en urbain	19 945 €
Burkina Faso	FERT	APME2A	Valorisation du niébé par l'union des producteurs de niébé de Pissila (UDPN)	50 000 €
Côte d'Ivoire	APDRA	APCI	Tilo : développement de l'offre du tilapia local par la pisciculture familiale en Côte d'Ivoire	50 000 €
Guinée	UNIVERS-SEL	FEDE KAFO	Développement durable de l'agriculture de mangrove (Déduram)	45 000 €
Guinée	ANG	FMBB	Construction d'une stratégie de changement d'échelle pour la FMBB	19 960 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
Mali	ICD	CIDR	Défi lait - Lutte contre la malnutrition rurale et urbaine par la valorisation du lait local au Mali	50 000 €
Mali	RIKOLTO	PNPR-M	Au Mali, les OP de riz accèdent à une part importante des marchés institutionnels	45 735 €
Mali	Grdr	UNMFR-M	Jeunesse et emploi pour nourrir les villes	50 000 €
Mali	Grdr	RHK	Promotion des filières porteuses pour nourrir les villes	50 000 €
Mauritanie	Gret	Soninkara	Structuration des filières maraîchères dans le Guidimakha	50 000 €
Multi pays	AFL	OADEL	Promotion des produits locaux à travers la restauration sur les marchés de masse et institutionnels (Parmi)	50 000 €
Niger	Iram	Karkara	Nariindu 2 : consolider les acquis, changer d'échelle	50 000 €
Sénégal	SOS FAIM BELGIQUE	ANDPI	Une alimentation plus locale et diversifiée dans les cantines scolaires rurales défavorisées	49 546 €
Sénégal	CEEDD	Aster	Une famille, un jardin pour nourrir les villes	50 000 €
Sénégal	Fapal	-	Pour la reconquête de la consommation familiale en produits locaux au Sénégal	19 200 €
Sénégal	GRDR	CRCR	Promotion des produits locaux dans la restauration scolaire dans la région de Dakar	30 000 €
Sénégal	Fongs	Gret	Accès des femmes à la terre et au marché pour une alimentation saine et durable (Aftema)	50 000 €
Sénégal	Gret	Apess	Diversification des revenus et développement des filières locales à Dagana	50 000 €
Togo	ETD	Resolis	Repérage d'initiatives alimentaires responsables et durables (Riard)	50 000 €
Togo	ESF	ESFT	Valorisation d'un produit fermier, la pintade commercialisée sous la marque « l'Or gris des Savanes ».	50 000 €
TOTAL financement Fondation de France				1 225 204 €

PCPA ALGÉRIE - JOUSSOUR

INTITULÉ DU PROJET	Porteur	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Voix des jeunes - la participation des jeunes à la vie démocratique	Graine de Paix	17 447 €
Vers un autre regard	Bel Horizon	17 493 €
Ensemble pour une meilleure prise en charge de l'enfant assisté	Association Insaf pour la défense des droits des enfants	17 495 €
Promotion et développement de la femme rurale	Kenza	16 326 €
TOTAL fonds d'appui aux animations thématiques		68 761 €
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET UNION EUROPENNE		
Expression et participation citoyenne de l'association agir pour l'accès à l'éducation et à la culture	Association pour l'Accès à l'Education et la Culture	11 247 €
Accompagnement des jeunes pour un meilleur engagement associatif permettant l'optimisation de l'intervention des associations dans leur environnement.	Association Humanitaire Tudert village Fethoune	11 079 €
Découvrir, comprendre et agir	Association féminine Aicha Oum El Mouminine	11 247 €
Young Green Action 'Yo.G.A'	Association Etoile Culturelle d'Akbou	11 165 €
Green City Bouandas 2018	Association Thidoukla pour les activités des jeunes	8 525 €
Seuls, nous réalisons peu, ensemble nous faisons beaucoup, vers l'intégration artistique et culturelle des personnes handicapées.	Association des parents d'enfants infirmes moteurs d'origine cérébrale	11 212 €
Horizon ciné populaire	Association Culturelle Bel Horizon	10 764 €
Renforcement de la Citoyenneté et Promotion de la Participation Démocratique des Jeunes au niveau Local	Scouts musulmans algériens Bouira	10 875 €
Renforcer l'esprit de citoyenneté	Association Culturelle Jil Saad	10 919 €
Jeunesse Positive de SETIF « JPS »	Association INSAF pour la Défense des Droits de l'Enfant	11 168 €
Favoriser la participation des jeunes en situation de handicap à la vie culturelle et récréative	Association de Lutte Contre la Myopathie à Sétif	9 394 €
Les jeunes au service des enfants en situation de handicap	Association TEJ pour la santé	10 217 €
TOTAL des fonds d'appui aux initiatives jeunesse		127 812 €
Soutien des enfants et des jeunes démunis dans leur cursus scolaire	Association Culturelle Jil Saad	5 092 €
Une publication, un message, un impact	Association l'Etoile du Sud	5 096 €
Graine 21	Association Bariq21 pour la promotion des énergies renouvelables et développement durable	5 085 €
TOTAL des fonds d'appui à l'action associative locale		15 273 €

INTITULÉ DU PROJET	Porteur	Montant attribué
Les métiers du livre au cœur de l'insertion des jeunes : La Bande Dessinée comme appui	Association pour l'Accès à l'Education et la Culture	39 234 €
Préservons l'enfance en sécurisant les naissances	Association Tej pour la Santé	38 846 €
Wafa refuge de l'enfant en difficultés mentales	Association Wafa des parents d'enfants en difficultés mentales	43 443 €
Une ferme cunicole pour les personnes handicapées	Association Ibtissama pour les personnes aux besoins spécifiques	43 978 €
Renforcement d'une approche implicite et participative dans la gestion environnementale pour un développement durable	Association Humanitaire Tudert village Fethoune	21 934 €
Niya – Pour une Culture de la Paix	Association pour la réhabilitation du vieil hôpital de Sidi El Houari	44 000 €
INSAF (équité et égalité, espace de prise en charge psychopédagogique pour enfants trisomiques, pour enfants en situation d'autisme et accompagnement de leur parents)	Association pour l'Aide, la Recherche et le Perfectionnement en Psychologie « SARP »	31 962 €
Une société accessible aux personnes handicapées est une société de droits accessible à tou-te-s	Fédération Algérienne des personnes handicapées (FAPH)	42 443 €
Les jeunes au service de la capitalisation des FAP's d'El Ghaith à travers la vidéo	Association de solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion «El Ghaith»	43 973 €
Personnes Usagères de Drogues à Alger : état des lieux et mise en place de programme de réduction des risques (RdR)	Association de Protection Contre le Sida APCS Algérie	44 234 €
Total des fonds d'appui aux projets		394 046 €

Instances associatives

Organisations membres (décembre 2019)

Association pour le développement économique et social en Afrique (Adesaf), Agrisud International, Batik International, Cap Solidarités, Guinée 44, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération Générale du Travail (CGT), Cités Unies France (CUF), Échoppe, Électriciens sans frontières, Élevages sans frontières (ESF), Essentiel, Essor - Soutien Formation Réalisation, Fédération Artisans du Monde, Grdr - migration citoyenneté développement, Gret, Ingénieurs sans Frontières (ISF), Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (Ifaid), Pays de Savoie Solidaires, Secours populaire français (SPF), Sol, Syndicat National de l'Enseignement Technique et Agricole Public - Fédération syndicale Unitaire (Snetap-FSU), Univers-Sel, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation (UNMFREO).

Conseil de direction renouvelé par moitié le 25 juin 2019

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Yves	Le Bars
	Christophe	Alliot
BATIK International	Sarahi	Guttierez
BATIK International - suppléante	Pauline	De la Cruz
Cap Solidarités	Yaël	Guillemin
Cap Solidarités – suppléante	Faustine	Wawak
CGT	Marie-Christine	Naillod
CGT – suppléante	Renata	Tretiakova
Coopération Atlantique	Pierre	Demerle
Coopération Atlantique – suppléante	Elsa	Cardinal
Cités Unies France	Rose-Marie	Saint-Germès Akar
Cités Unies France – suppléante	Geneviève	Sevrin
Élevages sans frontières	Bruno	Guermonprez
Élevages sans frontières - suppléante	Pauline	Casalegno
Fédération Artisans du Monde	Agnès	Renauldon
Fédération Artisans du Monde – suppléant	Gérald	Godreuil
Grdr	Olivier	Le Masson
Grdr - suppléant	Yvan	Le Coq
Gret	Damien	Thibault
Gret – suppléant	Rodolphe	Carlier
Ingénieurs sans Frontières	Fanny	Passicos
Ingénieurs sans Frontières - suppléante	Louise	Seconda
Sol	Clotilde	Bato
UNMFREO	Valérie	Plougastel
UNMFREO - suppléante	Cécilia	Cainjo

Président élu par l'Assemblée générale du 27 juin 2017

Yves Le Bars

Bureau élu par le conseil de direction du 30 septembre 2019

Vice-présidente	Rose-Marie Saint-Germès Akar
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Marie-Christine Naillod

Comité stratégique du programme « Coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction fin 2018)

- trois représentants du conseil de direction : Damien Thibault (Gret), Olivier Le Masson (GRDR), Faustine Wawak (Cap Solidarités)

Comités consultatifs en 2019

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Ils sont chargés de participer à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposer au bureau un avis.

NOM	Représentant d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
Clotilde Bato	Oui (Sol)	2017	Agriculture et alimentation
Martine François	Oui (Gret)	2018	Agriculture et alimentation
Quentin Coquillaud	Oui (Adesaf)	2017	Agriculture et alimentation
Didier Kauffmann	Non	2018	Agriculture et alimentation
Christophe Jacqmin	Non	2018	Agriculture et alimentation
Emmanuel Matteudi	Non	2019	Coopérer autrement
Ousmane Syll	Non	2019	Coopérer autrement
Faustine Wawak	Oui (Cap Solidarités)	2019	Coopérer autrement
Thibault Queguiner	Oui (Elevages sans frontières)	2019	ALIMENTERRE
Cecilia Cainjo	Oui (UNMFREO)	2019	ALIMENTERRE

L'équipe salariée au 15 septembre 2020

Comptable	Styven Courbon (CDD) CDI en cours de recrutement	Comptabilité
Chargée d'information agriculture et alimentation	Hélène Basquin Fané	Gestion et animation du centre de ressources alimenterre.org Capitalisation Pafao
Responsable programme jeunesse et société civile	Agnès Belaïd	PCPA Algérie Coopérer autrement en acteurs de changement
Responsable administrative et financière	Fabienne Clochette	Gestion administrative et financière
Responsable programme agriculture et alimentation	Isabelle Duquesne	Gestion et animation Fonds Agriculture & Alimentation
Responsable plaidoyer institutionnel	Pascal Erard	Plaidoyer vis-à-vis des décideurs européens
Responsable programme société civile et participation	Astrid Frey	PCPA Congo Coopérer autrement en acteurs de changement
Chargée de mission donateurs et logistique	Margaux Geoffroy	Relation donateurs, appui administratif
Chargée de communication	Minh Maudoux	Communication : proposition et suivi des orientations générales Supports : création et diffusion
Déléguée générale	Anne-Françoise Taisne	
Chargée de programme citoyenneté et réseau ALIMENTERRE	Gülseren Verroust Altun	Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films

Glossaire

Alliss	Alliance Sciences Société
AFD	Agence Française de Développement
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CGT	Confédération Générale du Travail
CNIEL	Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière
ECVC	Coordination européenne Via Campesina
FADM	Fédération Artisans du Monde
F3E	Évaluer, échanger, éclairer
INRAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PAC	Politique agricole commune
Pafao	Programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
Red	Réseau Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale
Roppa	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
UE	Union européenne
UNDROP	Déclaration des Nations unies sur les Droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

N° ISSN : 2647-0322

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

